M Lett. Plés
Pièces Abaco 1790
Case FRC 669

ADRESSE

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

A SES COMMETTANS.

Les Députés à l'Assemblée Nationale suspendent, quelques instans, leurs travaux, pour exposer à leurs Commettans les besoins de l'Etat, & inviter le patriotisme à seconder des mesures réclamées au nom de la Patrie en péril.

Nous vous trahirions si nous pouvions le dissimuler ; la Nation va s'élever aux plus glorieuses destinées, ou se précipiter dans un gouffre d'infortunes.

Une grande révolution, dont le projet nous eût paru chimérique il y a peu de mois, s'est opérée au milieu de nous. Accélérée par des circonstances incalculables, elle a entraîné la subversion soudaine de l'ancien système ; mais sans nous donner le temps d'étayer ce qu'il faut conserver encore, de remplacer ce qu'il falloit détruire, elle nous a tout-à coup environné de ruines.

En vain nos efforts ont soutenu le Gouvernement ; il touche à une fatale inertie. Les revenus publics ont disparu ; le crédit n'a pu naître dans un moment où les craintes sembloient égaler les espérances. En se détendant, ce ressort de la force sociale a tout relâché, les hommes & les choses, la résolution, le courage, & jusqu'aux vertus. Si votre concours ne se hâtoit de rendre au Corps politique le mouvement & la vie, la plus belle révolution seroit perdue aussi-tôt qu'espérée ; elle rentreroit dans le chaos d'où tant de nobles travaux l'ont fait éclorre ; & ceux qui conserveront à jamais l'amour invincible de la

M+W 1387

liberté, ne laisseroient pas même aux mauvais Citoyens la honteuse consolation de redevenir esclaves.

Depuis que vos Députés ont déposé dans une réunion juste & nécessaire toutes les rivalités, toutes les divisions d'intérêts, l'Assemblée Nationale n'a cessé de travailler à l'établissement de Loix, qui, semblables pour tous, seront la sauve-garde de tous. Elle a réparé de grandes erreurs; elle a brisé les liens d'une foule de servitudes qui dégradoient l'humanité; elle a porté la joie & l'espérance dans le cœur des habitans de la campagne, ces créanciers de la terre & de la Nature, si long-temps flétris & découragés; elle a rétabli l'égalité des François trop méconnue, leur droit commun à servir l'Etat, à jouir de sa protection, à mériter ses faveurs; enfin, d'après vos instructions, elle élève graduellement, sur la base immuable des droits imprescriptibles de l'homme, une Constitution aussi douce que la Nature, aussi durable que la Justice, & dont les imperfections, suite de l'inexpérience de ses Auteurs, seront facilement réparées.

Nous avons eu à combattre des préjugés invétérés depuis des siècles; & mille incertitudes accompagnent les grands changemens. Nos successeurs seront éclairés par l'expérience; & c'est à la seule lueur des principes, qu'il nous a fallu tracer une route nouvelle. Ils travailleront paisiblement, & nous avons essuyé de grands orages. Ils connoîtront leurs droits & les limites de tous les pouvoirs : nous avons recouvré les uns, & fixé les autres. Ils consolideront notre ouvrage, ils nous surpasseront; & voilà notre récompense. Qui oseroit maintenant assigner à la France le terme de sa grandeur? qui n'élèveroit ses espérances? qui ne se réjouiroit d'être Citoyen de cet Empire?

Cependant telle est la crise de nos Finances, que l'Etat est menacé de tomber en dissolution avant que ce bel ordre ait pu s'affermir. La cessation des revenus a fait disparoître le numéraire; mille circonstances le précipitent au-dehors du Royaume; toutes les sources du crédit sont taries; la circulation universelle menace de s'arrêter; & si le patrio-

tisme ne s'avance au secours du Gouvernement & de l'Administration des Finances qui embrasse tout, notre armée, notre flotte, nos subsistances, nos arts, notre commerce, notre agriculture, notre dette nationale; la France se voit rapidement entraînée vers la catastrophe où elle ne recevra plus de Loix que des désordres de l'anarchie..... La liberté n'auroit lui un instant à nos yeux que pour s'éloigner, en nous laissant le sentiment amer que nous ne sommes pas dignes de la posséder! A notre honte & aux yeux de l'Univers, nous ne pourrions attribuer nos maux qu'à nous-mêmes! Avec un sol si fertile, avec une industrie si féconde, avec un commerce tel que le nôtre, & tant de moyens de prospérité, qu'est-ce donc que l'embarras de nos finances? Tous nos besoins du moment sont à peine les fonds d'une campagne de guerre; notre propre liberté ne vaut-elle pas ces luttes insensées où les victoires même nous ont été funestes?

Ce moment une fois passé, loin de surcharger les Peuples, il sera facile d'améliorer leur sort. Des réductions qui n'atteignent pas encore le luxe & l'opulence; des réformes qui ne feront point d'infortunés; des conversions faciles d'impôts, une égale répartition établiront avec l'équilibre des revenus & des dépenses, un ordre permanent qui, toujours surveillé, sera inaltérable. Et cette consolante perspective est assise sur des supputations exactes, sur des objets réels & connus. Ici les espérances sont susceptibles d'être démontrées, l'imagination est subordonnée au calcul.

Mais les besoins actuels! mais la force publique paralysée! mais, pour cette année & pour la suivante, cent soixante millions d'extraordinaire!.... Le premier Ministre des Finances nous a proposé, comme moyen principal pour cet effort, qui peut décider du salut de la Monarchie, une contribution relative au revenu de chaque Citoyen.

Pressés entre la nécessité de pourvoir sans délai aux besoins publics & l'impossibilité d'approfondir, en peu

d'inſtans, le plan qui nous étoit offert, nous avons craint de nous livrer à des diſcuſſions longues & douteuſes, & ne voyant, dans les propoſitions du Miniſtre, rien de contraire à nos devoirs, nous avons ſuivi le ſentiment de la confiance, en préjugeant qu'il ſeroit le vôtre. L'attachement univerſel de la Nation pour l'Auteur de ce plan, nous a paru le gage de ſa réuſſite, & nous avons embraſſé ſa longue expérience comme un guide plus ſûr que de nouvelles ſpéculations.

L'évaluation des revenus eſt laiſſée à la conſcience des Citoyens : ainſi l'effet de cette meſure dépend de leur patriotiſme. Il nous eſt donc permis, il nous eſt ordonné de ne pas douter de ſon ſuccès. Quand la Nation s'élance du néant de la ſervitude vers la création de la liberté; quand la Politique va concourir avec la Nature au déploiement immenſe de ſes hautes deſtinées, de viles paſſions s'oppoſeroient à ſa grandeur ! l'égoïſme l'arrêteroit dans ſon eſſor ! le ſalut de l'Etat peſeroit moins qu'une contribution perſonnelle !

Non, un tel égarement n'eſt pas dans la nature ; les paſſions même ne cèdent pas à des calculs ſi trompeurs. Si la révolution qui nous a donné une Patrie pouvoit laiſſer indifférens quelques François, la tranquillité du Royaume, gage unique de leur ſûreté particulière, ſeroit du moins un intérêt pour eux. Non, ce n'eſt point au ſein du bouleverſement univerſel, dans la dégradation de l'autorité tutélaire; lorſqu'une foule de Citoyens indigens, repouſſés de tous les atteliers de travaux, harceleront une impuiſſante pitié ; lorſque les troupes ſe diſſoudront en bandes errantes, armées de glaives & provoquées par la faim ; lorſque toutes les propriétés ſeront inſultées, l'exiſtence de tous les individus menacée, la terreur ou la douleur aux portes de toutes les familles ; ce n'eſt point dans ce renverſement que de barbares égoïſtes jouiroient en paix de leurs coupables refus à la Patrie ! L'unique diſtinction de leur ſort dans les peines

communes ſeroit, aux yeux de tous, un juſte opprobre; au fond de leur ame, un inutile remords.

Eh ! que de preuves récentes n'avons-nous pas de l'eſprit public qui rend tous les ſuccès ſi faciles ! Avec quelle rapidité ſe ſont formées ces Milices Nationales, ces légions de Citoyens, armés pour la défenſe de l'Etat, le maintien de la paix, la conſervation des Loix ! Une généreuſe émulation ſe manifeſte de toutes parts. Villes, Communautés, Provinces, ont regardé leurs priviléges comme des diſtinctions odieuſes; elles ont brigué l'honneur de s'en dépouiller pour en enrichir la Patrie. Vous le ſavez; on n'avoit pas le loiſir de rédiger en arrêtés les ſacrifices qu'un ſentiment vraiment pur & vraiment civique dictoit à toutes les claſſes de Citoyens, pour rendre à la grande famille tout ce qui dotoit quelques individus au préjudice des autres.

Sur-tout, depuis la criſe de nos Finances, les dons patriotiques ſe ſont multipliés. C'eſt du trône dont un Prince bienfaiſant relève la majeſté par ſes vertus, que ſont partis les plus grands exemples. O vous ſi juſtement aimé de vos peuples ! Roi, honnête homme & bon Citoyen ! Vous avez jeté un coup-d'œil ſur la magnificence qui vous environne; vous avez voulu; & des métaux d'oſtention ſont devenus des reſſources Nationales. Vous avez frappé ſur des objets de luxe; mais votre dignité ſuprême en a reçu un nouvel éclat; pendant que l'amour des François, pour votre perſonne ſacrée, murmure de vos privations, leur ſenſibilité applaudit à votre noble courage, & leur généroſité vous rendra vos bienfaits comme vous deſirez qu'on vous les rende, en imitant vos vertus, en vous donnant la joie d'avoir guidé toute votre Nation dans la carrière du bien public.

Que de richeſſes dont un luxe de parade & de vanité a fait ſa proie, vont reproduire des moyens actifs de proſpérité ! Combien la ſage économie des individus peut concourir avec les plus grandes vues pour la reſtauration du Royaume ! Que de tréſors accumulés par la piété de nos

pères pour le service des autels, sortiront de l'obscurité pour le service de la Patrie & n'auront pas changé leur religieuse destination ! « Voilà les réserves que j'ai recueillies » dans des temps prospères, dit la Religion sainte ; je les » rapporte à la masse commune dans des temps de ca- » lamité. Ce n'étoit pas pour moi ; un éclat emprunté » n'ajoute rien à ma grandeur ; c'étoit pour vous, pour » l'Etat que j'ai levé cet honorable tribut sur les vertus » de vos pères ».

Oh ! qui se refuseroit à de si touchans exemples ! quel moment pour déployer nos ressources & pour invoquer les secours de toutes les parties de l'Empire ! Prévenez l'opprobre qu'imprimeroit à la liberté naissante la violation des engagemens les plus sacrés. Prévenez ces secousses terribles qui, en bouleversant les établissemens les plus solides, ébranleroient au loin toutes les fortunes, & ne présenteroient bientôt dans la France entière que les tristes débris d'un honteux naufrage. Combien ne s'abuse-t-on pas si, à une certaine distance de la Capitale, on n'envisage la foi publique, ni dans ses immenses rapports avec la prospérité nationale, ni comme la première condition du contrat qui nous lie ! Ceux qui osent prononcer l'infâme mot de banqueroute, veulent-ils donc une société d'animaux féroces & non d'hommes justes & libres ? Quel est le François qui oseroit regarder un de ses Concitoyens malheureux, quand il pourroit se dire à soi-même : *j'ai contribué pour ma part à empoisonner l'existence de plusieurs millions de mes semblables ?* Serions-nous cette Nation à qui ses Ennemis même accordent la fierté de l'honneur, si les étrangers pouvoient nous flétrir du titre de NATION BANQUEROUTIÈRE, & nous accuser de n'avoir repris notre liberté & nos forces que pour commettre des attentats dont le Despotisme avoit horreur ?

Peu importeroit de protester que nous ne l'avons jamais prémédité ce forfait exécrable. Ah ! les cris des victimes dont nous aurions rempli l'Europe, protesteroient plus haut contre nous ! Il faut agir ; il faut des mesures promptes,

efficaces, certaines : qu'il disparoisse enfin ce nuage trop long-temps suspendu sur nos têtes qui, d'une extrémité de l'Europe à l'autre, jette l'effroi parmi les Créanciers de la France, & peut devenir plus funeste à ses ressources nationales que les fléaux terribles qui ont ravagé nos campagnes.

Que de courage vous nous rendrez pour les fonctions que vous nous avez confiées ! Comment travaillerions-nous avec sécurité à la Constitution d'un Etat dont l'existence est compromise ? Nous avions juré de sauver la Patrie ; jugez de nos angoisses quand nous craignons de la voir périr dans nos mains ! il ne faut qu'un sacrifice d'un moment, offert véritablement au bien public & non pas aux déprédations de la cupidité. Eh bien ! cette légère expiation pour les erreurs & les fautes d'un temps marqué par notre servitude politique, est-elle donc au dessus de notre courage ? Songeons au prix qu'a coûté la liberté à tous les Peuples qui s'en sont montrés dignes ; des flots de sang ont coulé pour elle ; de longs malheurs, d'affreuses guerres civiles ont par-tout marqué sa naissance ! . . . . Elle ne nous demande que des sacrifices d'argent, & cette offrande vulgaire n'est pas un don qui nous appauvrisse ; elle revient nous enrichir & retombe sur nos Cités, sur nos campagnes pour en augmenter la gloire & la prospérité.

Signé, MOUNIER, *Président ;* DÉMEUNIER, le Vicomte DE MIRABEAU, l'Abbé D'EYMAR, l'Evêque DE NANCY, BUREAUX DE PUSY, FAYDEL, *Secrétaires.*

A VERSAILLES, chez BAUDOUIN, Imprimeur de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, Avenue de Paris, No. 62.